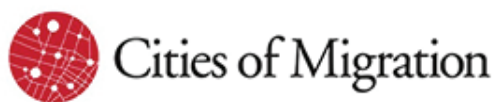


**CONFÉRENCE DAVID
DODGE DU CIFAR
2018 : LES FRONTIÈRES
DE L'INCLUSION
COMPTE-RENDU DE LA
CONFÉRENCE**

02 MAI 2018

EN PARTENARIAT AVEC



AVEC LE SOUTIEN DE
FONDATION CRABTREE

Le CIFAR a tenu sa troisième conférence annuelle David Dodge le 2 mai 2018. La conférence David Dodge 2018 a été prononcée par Irene Bloemraad, Boursière principale au sein du programme Bien-être collectif du CIFAR, et professeure de sociologie et titulaire de la chaire Thomas Garden Barnes en études canadiennes de l'Université de la Californie à Berkeley. Elizabeth McIsaac, présidente de la Fondation Maytree, a animé la conférence. La conférence a obtenu le soutien de la Fondation Crabtree et a été présentée en partenariat avec la plateforme Cities of Migration de l'Université Ryerson et l'Ontario Council of Agencies Serving Immigrants (OCASI). Cette année, près de 100 représentants du gouvernement, de la société civile et du milieu universitaire ont participé à la conférence.

Experte de renommée mondiale dans le domaine de l'immigration, Bloemraad a exploré le processus de cadrage et l'inclusion : comment des concepts de citoyenneté et de droits, ainsi que de jugements sur le mérite définissent-ils le soutien accordé par les citoyens aux efforts de redistribution? En Californie, où elle réalise la plupart de ses recherches, elle a découvert que le processus de cadrage le plus puissant souligne les valeurs américaines – un résultat qui défie la prémisse voulant que les valeurs nationales mènent nécessairement à l'exclusion. Suivent les messages clés qui se dégagent de sa conférence et de la discussion qui a suivi.



LES FRONTIÈRES DE L'INCLUSION : MIGRATION, DROITS DE LA PERSONNE ET VALEURS NATIONALES

Les valeurs nationales américaines et l'inclusion ne sont pas nécessairement des concepts en opposition.

Dans des recherches récentes, Bloemraad a présenté aux répondants d'un sondage un scénario hypothétique où une personne ferait peut-être l'objet d'intimidation et a ensuite posé une série de questions sur le mérite et les mesures du gouvernement pour régler le problème. Selon les résultats de l'étude, peu importe le positionnement, il y a un écart quant

au jugement sur le mérite parmi les répondants qui se fonde sur le statut de citoyenneté : un immigrant illégal hypothétique est jugé comme étant moins méritoire de soutien qu'un citoyen hypothétique. Fait important à noter, l'étude a aussi découvert que quand on contextualise un sondage à l'aide d'un cadre constitué de valeurs américaines, le soutien que démontrent les répondants à l'égard des mesures gouvernementales visant à régler le problème de la discrimination augmente, peu importe le statut de citoyenneté de la personne

hypothétique. Cela a des répercussions sur les politiques, car il pourrait se révéler souhaitable de promouvoir des politiques de redistribution en les présentant avec le langage des valeurs nationales.

Il existe une tension, mais pas nécessairement une contradiction, entre les droits de la personne et l'autodétermination.

Le concept des droits de la personne est apparu en réaction aux atrocités de la Deuxième Guerre mondiale. Ce concept établit qu'il y a des droits dont tous les êtres humains jouissent, peu importe la nationalité, le statut de citoyenneté, la race, la religion, etc. Toutefois, l'autodétermination accorde des droits uniquement en fonction de la citoyenneté.

Les pays occidentaux resserrent de plus en plus les sphères de l'inclusion.

Parmi des exemples de ce phénomène, notons la création de prototypes pour le mur de Donald Trump (la fermeture littérale d'une frontière), ainsi que le recours à la reconnaissance faciale aux postes de sécurité frontalière des États-Unis.

Pour résoudre les inégalités, il faut se pencher sur d'importantes questions sur la citoyenneté et l'inclusion.

1. Les valeurs nationales sont-elles en soi contre l'immigration?
2. Le concept des droits de la personne a-t-il véritablement un impact universel?
3. La revendication de droits peut-elle surmonter les frontières entre les divers groupes d'une nation?

Le processus de cadrage des valeurs nationales constitue probablement la meilleure façon de mobiliser des appuis en faveur de politiques de redistribution.

D'après les recherches de Bloemraad, parmi les valeurs américaines, les droits civils et les droits de la personne, le cadre des valeurs américaines est le seul de ces trois cadres

qui renforce le soutien en faveur des citoyens et des immigrants illégaux. Ce résultat est étonnant en raison de l'effet fortement positif du cadre sur les répondants latino-américains. Par opposition, un langage axé sur les droits civils n'avait aucun effet sur le niveau de soutien, et le cadrage autour des droits de la personne n'a fait que réduire l'écart du niveau de soutien accordé aux citoyens et aux immigrants illégaux pour certains répondants. Un autre résultat important signale que chacun des trois cadres a réduit le soutien accordé par les répondants blancs en dessous des valeurs de référence et cela indique que, dans certains cas, il ne faudrait pas avoir recours au cadrage pour stimuler le soutien en faveur de la redistribution. Conséquemment, contrairement aux attentes, les valeurs nationales pourraient constituer le meilleur outil à la disposition des décideurs pour faire avancer les politiques inclusives.

Le Canada pourrait constituer une exception où les valeurs nationales œuvrent à l'appui de l'inclusion plutôt que de la miner.

Au Canada, depuis quinze ans, le soutien en faveur de l'immigration est en augmentation constante, une tendance qui se renverse aux États-Unis et à travers l'Europe. Selon les sondages, les Canadiens identifient le multiculturalisme comme une pierre angulaire très importante de leur identité nationale. Toutefois, le Canada n'est pas à l'abri de sentiments hostiles à l'égard des immigrants et ses valeurs nationales vont probablement être mises à l'épreuve par une vague croissante de demandeurs d'asile américains.

Il y a peut-être un lien entre le jugement sur le mérite et l'anxiété associée au statut.

Des études récentes suggèrent que la situation économique d'une personne n'est pas un bon facteur de prédiction de l'ouverture à l'immigration. Il est peut-être plus facile de prédire les sentiments hostiles à l'immigration en fonction du niveau d'anxiété d'une personne quant à son statut socio-économique personnel. Aux États-Unis, des niveaux plus élevés d'anxiété associée au statut se manifestent

habituellement parmi les Américains blancs et, en particulier, les hommes blancs, de la classe moyenne ou de la classe ouvrière mieux nantie.

Les valeurs nationales constituent peut-être une pente glissante, mais ne pas y faire appel pourrait avoir un coût politique élevé.

Les valeurs nationales sont souvent mal définies et on peut les interpréter fortement en faveur de la personne qui tente d'y faire appel. Toutefois, si on choisit de ne pas faire appel aux valeurs nationales, on permet aux concurrents de redéfinir complètement le discours politique d'une nation à leur propre avantage.

L'attrait de la bienveillance sociétale a ses limites.

La bienveillance, avec tout le bien qu'elle peut faire, est parfois associée à des visions religieuses jugées profondément problématiques. La bienveillance s'accompagne de certaines attentes en matière de comportement moral et cela peut mener à des jugements sur le mérite plus dur à l'égard de certains groupes de personnes (par ex., les mères monoparentales). Des droits universaux, comme les droits de la personne, n'établissent aucune distinction du genre.

D'autres études sont nécessaires pour comprendre comment la race et le statut juridique interagissent et influencent les jugements sur le mérite.

De telles recherches devraient tenir compte des divers types de statuts juridiques qui se situent entre la citoyenneté complète et les immigrants illégaux (par ex., la résidence temporaire). Les revendications juridiques pourraient gagner en légitimité en raison de certaines origines raciales, mais cette question demeure encore sans réponse.